

Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°38

avril-juin 2025

Médias en question

Table des matières

BYE BYE X.....	3
Un journalisme de guerre froide.....	5
« Dix ans après », le virage otanien de Charlie Hebdo s'accentue.....	7
Fact-checking : de la censure à l'aveu d'échec ?.....	11
Un rédacteur en chef de la BBC pour le Moyen-Orient a collaboré avec la CIA et le Mossad.....	13
Révolte interne à la BBC au sujet de Gaza.....	19
Le Canard enchaîné perd son procès contre un syndicaliste CGT.....	22

[X et les autres réseaux sociaux ont censuré pendant des années !!! MN]

👉 **BYE BYE X** 👉



Beware ! Nous quittons X le 20 janvier avec beaucoup d'autres et un gros gros fuck antifasciste !

Nous vous invitons à en parler à vos [ami.es](#) habitué.es des réseaux sociaux et à leur proposer de s'abonner à cette newsletter dont le contenu et la visibilité nous appartiennent et ne dépendent pas d'un milliardaire d'extrême droite. Nous vous invitons par ailleurs et en guise de substitution à X à nous suivre dès maintenant sur Bluesky et Mastodon¹ ainsi que sur certains autres RS sur lesquels nous maintenons des publications mais aussi à rejoindre votre comité local le plus proche !
Toutes les explications sur ce choix dans cette newsletter.

Et bientôt dans votre boîte mail un diaporama de l'année 2024 des Soulèvements de la terre et un appel à de premières actions pour 2025.

ON SE JOINT AU DÉPART COLLECTIF DE X ET ON VOUS INVITE AILLEURS



Nous avons décidé de nous associer, aux cotés de nombreux autres médias et organisations, au départ collectif de X (anciennement Twitter) le 20 janvier 2025, jour de l'investiture de Donald Trump aux USA. Après avoir mis son réseau social à profit pour la campagne et la victoire de Trump, Elon Musk part désormais en croisade en Europe pour favoriser les partis néo-fascistes.

¹ Mastodon accumule le plus grand nombre de sites pédophiles. MN.

L'homme le plus riche du monde, également PDG de Tesla, SpaceX et Neuralink, soutient ainsi l'AfD en Allemagne, Meloni en Italie, se disait prêt il y a peu à soutenir à hauteur de 100 millions de dollars le parti de Nigel Farage en Grande-Bretagne.

De toute évidence, il soutiendra le RN et Zemmour et mettra sa plateforme au service des partis d'extrême droite en France lors des prochaines élections. Le 20 janvier prochain, il sera membre officiel du gouvernement américain avec pour rôle de licencier en série et détruire ce qui reste de fonction publique sur fond de transphobie.

Elon Musk utilise aussi l'algorithme de X pour favoriser les discours climatosceptiques. N'oublions pas que l'extrême droite est vent debout contre toute mesure visant à préserver l'environnement – quitte à répandre des fake news comme pour les incendies en Californie, et poursuit partout une politique capitaliste ultra-libérale.

Nous considérons que X n'est plus un espace propice au débat du fait de la désinformation qui y règne, de l'absence de modération de contenus haineux, des stratégies de manipulation de l'opinion et des raids menés par des communautés organisées ou des armées de bots. Rester sur X, c'est légitimer la place centrale que ce réseau joue dans le débat public, c'est conforter le pouvoir d'influence d'Elon Musk et le rôle de ce réseau comme une arme de propagande au service de son projet politique d'extrême-droite.

Puisqu'Elon Musk rejoint Donald Trump, nous faisons le pari que son réseau social peut subir le même sort que « Truth social », le réseau monté par Trump qui n'est fréquenté que par ses fans. C'est son caractère prétendument universel qui donne sa force à X. X tient parce que Musk considère que quoi que l'on pense de lui, les personnes et organisations « qui comptent » n'ont pas d'autre choix que d'être sur X et d'être ainsi les vassaux de son projet politique.

Mais si suffisamment de groupes et personnes désertent X et investissent d'autres canaux, cette légitimité hégémonique tombera forcément. D'autres espaces se mettront à compter. Cela peut arriver plus vite qu'il ne le pense et ce sera une leçon pour les autres et pour l'avenir de l'ensemble des réseaux sociaux. Plus nous serons nombreux-es à quitter X/Twitter, plus il sera facile pour tout le monde de le quitter.

Nous sommes conscient-es que les autres grands réseaux sociaux sont aussi extrêmement problématiques, et possédés par des milliardaires en qui il ne faut faire aucune confiance. Mais un mouvement de départ de ce qui est aujourd'hui le pire des réseaux revient aussi à dire aux autres : nous ne resterons pas coûte que coûte.

Nous savons qu'ils peuvent rapidement suivre la même pente. En témoignent les déclarations récentes de Mark Zuckerberg, PDG de Meta (Facebook, Instagram, WhatsApp) qui vantent « l'énergie masculine » dans le podcast d'un grand partisan de Trump ainsi que la récente autorisation des discours insultants et allégations de maladies mentales envers les droits des personnes transgenres, l'immigration ou l'homosexualité sur ses réseaux sociaux. Si nous continuerons, dans l'immédiat, à communiquer sur ces réseaux, nous serons vigilant.es quant à leur évolution dans les temps à venir. En ce qui concerne le réseau social Télégram, suite à la collaboration de son PDG avec l'État français, nous actons également notre départ progressif de la plateforme (un prochain communiqué en détaillera les raisons et la méthode).

Nous ne croyons pas aux promesses de « ciel bleu » de Bluesky, mais cela semble aujourd'hui l'alternative la plus immédiatement crédible à X pour l'usage que nous en avons : prise de positionnement politique, communiqué de presse, réponses aux attaques dont nous faisons l'objet et contradictoire dans la presse, communications en direct lors de nos mobilisations, notamment en cas de violences policières.

Nous publierons également sur le réseau libre et décentralisé Mastodon qui mérite absolument d'être rejoint et développé. Il va appartenir dans les mois et semaines qui viennent à un ensemble d'organisations politiques, médias, et informaticien.nes libres de prendre à bras le corps la nécessité de créer et animer des Réseaux Sociaux plus autonomes. Et pour d'ores et déjà ne pas être à ce point dépendant du bon vouloir de Musk, Zuckerberg et consorts nous vous encourageons vivement à vous abonner à notre newsletter (2 envois par mois) pour suivre nos actualités.

Face à l'internationale fasciste en construction, il est urgent de s'organiser collectivement, de retrouver les rues tout autant que les réseaux, et de ne laisser aucune place aux offensives réactionnaires en cours. Rejoignez nous sur nos prochaines mobilisations, du 29 janvier au 2 février contre l'empire Bolloré.

Soulèvements de la terre, 18 janvier 2025

Un journalisme de guerre froide

Dans l'ombre, ils influencent les esprits, infiltrent les services secrets, inspirent les décideurs européens. Ils manipulent les réseaux sociaux, propagent le mensonge, propulsent des inconnus à la magistrature suprême. Ils sèment la discorde, empoisonnent des innocents, sabotent des installations. Et ils sont partout : à la tête des médias, dans les corridors de Buckingham Palace, dans le bureau Ovale de la Maison Blanche. Qui sait, dans ces colonnes aussi ? Les Illuminati ? Non, plus fort encore : les espions russes ! Depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022, des centaines d'articles, des documentaires, des émissions de radio et de télévision, et déjà près d'une dizaine d'ouvrages, alertent en France sur la puissance des agents de renseignement du Kremlin, si infailibles qu'ils furent incapables de prévoir la déroute de l'Armée rouge en Afghanistan, la fin de l'Union soviétique, la résistance ukrainienne à l'invasion russe.

L'hiver a démarré en fanfare. Le 19 décembre dernier, un dossier de vingt-quatre pages dans *L'Express* clai-ronne : « Les espions russes au cœur de l'Élysée. Du général de Gaulle à Emmanuel Macron, nos révélations ». Quelques jours plus tard, *Le Monde* publie une série de cinq fois deux pages, « Guerre froide : au temps des "taupes" du KGB » (1). L'un et l'autre dressent leur liste de suspects de collaboration active ou passive avec Moscou : les sommités socialistes Charles Hernu et Claude Estier, André Fontaine, ancien directeur du *Monde*, Claude Julien, ancien directeur du *Monde diplomatique*, des ministres centristes comme Pierre Sudreau ou radicaux comme Pierre Cot, un dirigeant de l'Agence France-Presse (AFP), un ancien présentateur du journal télévisé, un député gaulliste, le conseiller diplomatique de de Gaulle dans les années 1960, etc. Le paysage d'une France gangrenée depuis des décennies par les sbires du Kremlin se découvre sous nos yeux.

Dans la plupart des cas, les enquêtes insinuent sans prouver. Éric Rouleau est soupçonné d'avoir été choisi par le Parti communiste français pour rédiger un reportage de complaisance en Afghanistan : le projet « *n'a semble-t-il pas eu de suite. Aucun article, complaisant ou pas, n'a pu être retrouvé, que ce soit dans les archives du Monde ou dans celles du Monde diplomatique* ». Claude Julien est-il « M. André », la taupe du KGB ? Sa date de naissance ne correspond pas à celle figurant dans les archives soviétiques ; *L'Express* ne renonce pas pour autant à mêler son nom à une accusation de trahison. Pierre Sudreau, héros de la Résistance torturé par la Gestapo et interné à Buchenwald, gaulliste, centriste puis giscardien, apparaît comme « *agent d'influence* » du KGB, puis comme « *un type douteux* », « *un idiot utile* », au motif qu'il « *critique la politique extérieure des États-Unis, notamment leur influence en Europe* », et « *prône le maintien de la détente dans les relations internationales* » – un péché capital en 2025 mais une position banale dans les années 1970. Sitôt publiés, ces « scoops » sont goulûment happés par la revue de presse de France Inter et relayés par un article en première page du *Canard enchaîné*. L'affaire doit être grave. En un sens elle l'est. Mais pas comme il paraît.

Assez semblables, les « révélations » quasi simultanées du *Monde* et de *L'Express* reposent sur les mêmes sources. Les papiers de Vassili Mitrokhine, notamment. En 1992, cet ancien archiviste du KGB frappe à la porte des agences de renseignement britanniques avec des valises de documents soviétiques copiés à la main puis dactylographiés. Les services secrets de Sa Majesté en distillent des éléments à leurs homologues, avant d'en faire publier, à partir de 1999, de larges extraits sous la direction d'un historien « de confiance ». Les documents ont donc déjà fait l'objet de centaines d'articles et de plusieurs ouvrages.

Un auguste témoin de moralité apparaît également dans les deux « enquêtes » : le journaliste Thierry Wolton. Militant anticommuniste, il fit de Jean Moulin un agent soviétique dans son livre *Le Grand Recrutement*, paru en 1993. À l'époque, l'historien Pierre Vidal-Naquet qualifia l'ouvrage d'« *investigation frauduleuse* » et son auteur de « *falsificateur* » avant que Daniel Cordier, adjoint de Jean Moulin pendant la Résistance, ne réfute à son tour la thèse point par point. *Le Monde* présente aujourd'hui Wolton comme « *précurseur en matière d'enquête sur les ingérences soviétiques* ». Précurseur ? L'historien Jean-Pierre Rioux, à qui le même quotidien avait confié la critique du livre, assimilait plutôt ce texte à une « *vision policière du cours des choses* », « *l'inverse, somme toute, du travail de l'historien* » (10 février 1993). Deux ans plus tard, une commission de quatre contemporanéistes expertisa une autre accusation de Wolton, ciblant cette fois l'ancien ministre du Front populaire Pierre Cot. Elle conclut à des « *approximations historiques* » ainsi qu'à une « *analyse fautive* » (2). Mais Wolton a rétabli son crédit grâce à son *Histoire mondiale du communisme* (Grasset), parue entre 2015 et 2017, séquencée en trois énormes volumes salués par des éditorialistes et subtilement titrés *Les Bourreaux*, *Les Victimes*, *Les Complices*. Quand un basculement idéologique intervient, trop de nuance tue la nuance.

L'effet de révélation des deux dossiers repose sur des biais classiques. D'abord, les journalistes accordent aux sources secrètes une importance proportionnelle à leur difficulté d'accès, et ils postulent qu'elles renferment une vérité supérieure à celle d'autres documents ; les historiens savent en revanche que les ser-

vices secrets, payés pour être soupçonneux, exagèrent presque toujours la portée de leurs activités afin de justifier leur existence et leurs budgets.

Ensuite, la dissymétrie : *Le Monde* et *L'Express* présentent l'affrontement entre deux protagonistes – l'Est et l'Ouest pendant la guerre froide – en signalant les méfaits de l'un et en taisant ceux de l'autre. Mais comment consacrer des dizaines de pages à l'influence soviétique en France sans évoquer les opérations de subversion idéologique conduites par l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA) : financement de syndicats anticommunistes, de revues, d'universitaires, recrutement de journalistes et d'intellectuels regroupés au sein du Congrès pour la liberté de la culture créé en 1950, dissémination dans les années 1970 auprès du monde politique et culturel de la doctrine du « fil rouge » qui reliait tous les mouvements de lutte armée, de la Fraction armée rouge en Allemagne aux Brigades rouges en Italie, à une « Internationale » pilotée par Moscou pour déstabiliser l'Occident ? Ni *Le Monde* ni *L'Express* n'ignorent cette histoire, mais ils n'en parlent pas.

Troisième biais : juger le passé à la lumière du présent en oblitérant à la fois le contexte de l'époque et les discontinuités de la politique internationale. Soupçonner un journaliste ou un diplomate d'espionnage au profit du KGB parce qu'il aurait discuté avec un attaché d'ambassade soviétique, c'est parier sur l'inculture historique des lecteurs. Car, si les médias français résument désormais l'Union soviétique à Joseph Staline et au goulag, celle-ci jouissait entre 1945 et le milieu des années 1970 d'une image bien différente : auréolée de sa victoire sur le nazisme, l'URSS offre alors un point d'appui diplomatique, financier et parfois militaire à l'émancipation des peuples du tiers-monde. Les militants antiapartheid que chacun célèbre aujourd'hui, y compris ceux du Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela, furent souvent armés et entraînés en Allemagne de l'Est et à Cuba. Mandela passa vingt-sept ans en prison pendant que les États-Unis, la France et Israël soutenaient et armaient le régime raciste de Pretoria. Le « monde libre » a fomenté des putschs et enfanté des dictatures en Amérique latine, appuyé la « sale guerre » de la France en Indochine et les combats en Afrique d'un autre membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), le Portugal, pour conserver son empire colonial.

La politique étrangère du général de Gaulle s'est parfois écartée de celle des États-Unis : opposition à la Communauté européenne de défense (CED) voulue par Washington, reconnaissance de la République populaire de Chine dès 1964, retrait de la France du commandement intégré de l'OTAN deux ans plus tard. Le KGB a pu voir là le couronnement de ses opérations d'influence, alors que l'extrême droite anticommuniste dénonçait le gaullisme comme un fourrier du bolchevisme ; souvent, deux paranoïas opposées se croisent et se rejoignent. Nos procureurs ne l'ignorent pas : *L'Express* signale qu'un individu identifié dans les archives comme « *contact confidentiel* » « *n'est pas forcément conscient que le KGB tente de le manipuler* ». *Le Monde* ajoute qu'« *il arrivait au KGB de désigner sous un nom de code des personnalités sans que celles-ci aient jamais été approchées* ». Cent lignes accusent, deux disculpent : le soupçon demeure.

Sans doute conscient de la fragilité du dossier – quel grand secret les suspects ont-ils révélé sur la politique française qu'un espion n'eût pas découvert en ouvrant son journal du soir ? –, *Le Monde* questionne lui-même l'effet réel des manœuvres du KGB auxquelles il vient de consacrer dix pages : « *À en juger par le contenu des centaines de documents consultés par Le Monde, le bilan paraît mitigé.* »

Tout ça pour ça ? Pas vraiment : ces deux « enquêtes » reflètent le raidissement d'une intelligentsia européenne tétanisée par l'affaiblissement d'un Vieux Continent humilié par son suzerain américain. Elle ne cible plus seulement les communistes, mais également d'anciennes personnalités du centre et de la droite alors hostiles au raidissement occidental. À travers ces enquêtes qui visent principalement des gaullistes, des chrétiens de gauche et des neutralistes bon teint, *Le Monde* et *L'Express* coupent les ponts avec certains de leurs fondateurs. Et rejettent dans le camp des suspects les responsables politiques ou intellectuels opposés à un alignement de la France sur le cap néoconservateur.

La position neutraliste aujourd'hui vilipendée fut longtemps celle du *Monde*. L'existence du journal se trouva même menacée au début des années 1950 lorsqu'un de ses dirigeants, René Courtin, somma son directeur Hubert Beuve-Méry de faire corps avec la stratégie américaine au motif que, « *sur le plan diplomatique, l'attitude du Monde pousse les États-Unis à abandonner l'Europe et la France à la misère, au désespoir et au bolchevisme* ». À l'époque, les « faucons » atlantistes assuraient même que « *toutes les colonnes du Monde n'en font qu'une : la cinquième* (3) ».

Au moment où M. Donald Trump abandonne le combat pour les « valeurs occidentales » au profit de la seule défense des intérêts américains, les élites françaises, esseulées, paraissent regretter le bon vieux temps de la guerre froide.

Serge HALIMI & Pierre RIMBERT (Monde diplomatique, février 2025)

(1) Articles de Jacques Follorou parus dans *Le Monde*, 31 décembre 2024, 1^{er}-2 janvier, 3 janvier, 4 janvier et 5-6 janvier 2025. *L'Express* du 19 décembre 2024 - 1^{er} janvier 2025, dossier réalisé par Étienne Girard.

(2) « Pierre Cot n'était pas un agent soviétique », *Le Monde*, 25 janvier 1995.

(3) Cité par Patrick Eveno, *Histoire du journal Le Monde, 1944-2004*, Albin Michel, Paris, 2004.

Où un édito de Charlie Hebdo associe la Russie et la Chine à Daech et al-Qaida

« Dix ans après », le virage otanien de Charlie Hebdo s'accroît



Voici le premier paragraphe de l'édito du spécial Charlie Hebdo.

« Dix ans après, Charlie Hebdo est toujours là. Les causes du drame aussi. Ainsi que la détermination des membres du journal. La situation géopolitique a évolué, s'est même aggravée. Des régimes autoritaires comme la Russie ou la Chine ne cachent plus leurs ambitions de combattre les valeurs démocratiques avec le même fanatisme que des organisations terroristes islamistes comme Daech ou al-Qaida. La démocratie est une idée qui semble de plus en plus contestée par des forces hostiles de plus en plus actives ».

En ce jour de commémoration, la compassion pour les victimes est de règle. Riss, patron de Charlie Hebdo, aurait dû s'en souvenir quand il a commis plusieurs dessins « rigolos » sur la noyade d'Aylan, 3 ans, enfant d'immigrés.

Personne sur ce site ne va ricaner une fois, deux fois, trois fois, sur des victimes innocentes. Par principe, par humanité et parce que les administrateurs connaissaient quelques-unes des victimes des tueurs fous de dieu. Raison de plus pour ne pas rigoler sur des tombes, comme aime le faire Charlie Hebdo, dès lors que les victimes ne sont pas de sa confrérie.

Mais, chacun, ici ou ailleurs, a le droit de dire, de redire et quand il veut : « Je ne suis pas Charlie ». Le Grand Soir a alerté depuis longtemps sur le virage de Charlie Hebdo. Il a vu que cet hebdomadaire a soutenu toutes les guerres de l'OTAN, depuis le démantèlement de la Yougoslavie.

La chasse infructueuse aux rouges-bruns

Le 8 août 2012, sous la signature d'Éric Simon, un de ses journalistes réguliers traitant de l'international, Charlie Hebdo, signalait en « une » sous le titre en majuscules : « CETTE EXTRÊME DROITE QUI SOUTIENT DAMAS. LES SOUTIENS BRUNS DE DAMAS » que Le Grand Soir et deux de ses administrateurs (Viktor Dedaj et Maxime Vivas) sont « bruns » et « rouges bruns ». Pour qui connaît l'histoire des sinistres SA hitlériennes (les « Chemises brunes »), c'est une accusation de nazisme et d'antisémitisme qui est ainsi tranquillement proférée.

Quinze jours plus tard, Charb apportait en page intérieure un discret démenti. Un murmure face à la tonitruante « une » accusatrice.



Dans un courriel, Éric Simon avouait qu'il ne voyait plus Le Grand Soir en site « rouge-brun » : « Pour le moment, j'en reste au confusionnisme » (?) écrivait-il, contredisant (en privé) ses écrits (publics). Au téléphone, le diffamateur se confia : « Les anti-impérialistes me font gerber, je pense le plus grand mal de Castro » et « Sur toi [Vivas], on n'a encore rien trouvé ». Il voulait dire « contre toi ». Douze ans plus tard, la longue traque de Charlie Hebdo n'a rien donné.

Charlie Hebdo macroniste

La journaliste de Charlie Hebdo, Zineb El Rhazoui, « soutien actif » à Emmanuel Macron a vu sa candidature pour la députation sur une liste LREM en mai 2022 repoussée à cause de sa proximité avec Papacito, une figure de l'extrême droite. Le 5 novembre 2019, sur CNews, elle avait proposé que les policiers puissent tirer « à balles réelles » sur la foule, ce qu'elle avait répété le lendemain sur LCI en invoquant la légitime défense.

Sa consœur, Marika Bret, la DRH de Charlie Hebdo, a été candidate à la députation sous les couleurs de LREM au mois de mai 2022. Elle a été éliminée au premier tour avec moins de 15 % des suffrages exprimés. Pas grave, Macron a repéré des amis et saura s'en souvenir.



Commenter un livre sans l'avoir lu

Le livre de Maxime Vivas a été commenté sur Charlie Hebdo le 7 avril 2021 par Laure Daussy dans un article d'une ignorance crasse et d'une méchanceté impeccable. Non seulement elle n'avait pas lu le livre (1), mais elle insulta l'auteur (ce « dingo ») et essaya avec un acharnement grotesque d'impliquer Mélenchon, nullement concerné, nullement cité et au courant de rien. L'auteur précise qu'il n'a même pas été destinataire d'un exemplaire en SP).

Qu'importe, l'article s'intitule : « *Mélenchon et le complotiste* ». À plusieurs reprises, elle va essayer de mouiller Jean-Luc Mélenchon. Sa conclusion « *Mélenchon soutient en tout cas un complotiste qui soutient le régime chinois. Pas très compatible avec la lutte contre l'islamophobie, ça...* ». Relisez la phrase pour bien vous imprégner de son niveau de bêtise.

On a vu cette Laure Daussy, trôner le 27 décembre 2023 en couverture de l'hebdo Franc-Tireur, financé par le milliardaire Daniel Křetínský (co-proprétaire du Monde et d'autres médias), dirigé par Christophe Barbier (l'écharpe rouge), hebdomadaire accueillant pour Caroline Fourest, Raphaël Enthoven(2) et autres figures médiatiques du bourrage de crâne décomplexé.

Pas étonnant si des sites comme Le Grand Soir et ses administrateurs sont en permanence dans le viseur de Charlie Hebdo qu'il faut mettre. « *en garde contre la porosité qui existe trop souvent* » entre lui, la droite macroniste et l'extrême droite.

Les saloperies de Charlie Hebdo sur Julian Assange

Julian Assange est le plus grand des journalistes occidentaux, le plus persécuté, le plus détesté par les États-Unis, le plus respecté avec plus de 20 prix récompensant son travail et son courage. Pour Gérard Biard, rédacteur en chef de Charlie Hebdo « ... Julian Assange [est un] de ces obsessionnels du Mal absolu pour qui tout ce qui s'oppose à l'Amérique est à ranger par principe dans le camp de la Vérité et du Bien » (Facebook 26 juin 2017). Le ton étant ainsi donné par le patron, Robert McLiam Wilson, collaborateur régulier de Charlie Hebdo se lâche dans le numéro du 11 juillet 2018 sous le titre délicat : « *Assange ou asshole [trou du cul] ?* » Il in-

flige au journaliste martyr un éreintement qu'aucun tribunal ne laisserait prononcer. Extraits : « *Malgré un visage qui évoque un truc oublié trop longtemps au fond du frigo, Assange est indéniablement un sex-symbol pour un certain type de nanas... Un incroyable connard... L'ouragan de sa bêtise vrille les oreilles...* » Etc.

Quelques-uns des prix obtenus par Julian Assange et WikiLeaks

Prix Sam Adams, Prix Sydney Peace, Gold medal for Peace with Justice, Prix Old Métal for Human Rights, Prix Courage pour les arts, Prix de la paix de Stuttgart, Prix Günter Walraff, Prix Ossietzky, Prix Serena Shim, Prix Sakharov, Prix Konrad Wolf, Prix de la Vérité, Prix éthique Anticor, Prix Gary Webb, Prix des nouveaux médias, Prix Sam Adams Associates, Prix Martha Gellhorn du journalisme, Prix Walkley, Prix Voltaire, Prix international de journalisme, Prix José Couso, Prix Galizia, Prix de la Gauche unitaire européenne (GUE/NGL), Prix de l'Union des journalistes du Kazakhstan, Prix des médias britanniques, etc. Julian Assange a été nommé six années consécutives pour le Prix Nobel de la paix.

Compris, Gérard Biard et Robert McLiam Wilson, dont la pensée dégage l'odeur (puisque Charlie Hebdo porte le débat à ce niveau) de leurs zones rectales d'où elle provient ?

Cauchemar en cuisine

Imaginez un restaurant 5 étoiles. Les cuisiniers meurent, des gâte-sauces les remplacent. Le nom de l'établissement est inchangé. Les convives continuent à affluer (moins nombreux). Ils se croient chez Cavanna, Reiser, Cabu, Wolinski, Maris, Tignous. Ils avalent la nourriture dégueulatoire de Riss, Biard, Simon, Daussy, Wilson, Zineb El Rhazoui, Marika Bret, un rata avarié recommandé par Daniel Křetínský, Christophe Barbier, Caroline Fourest, Raphaël Enthoven, sous l'oeil l'ex-patron de Charlie, Philippe Val, ami de Macron, ami de Sarkozy, promu à France Inter (où il licencia Stéphane Guillon et Didier Porte).

Vincent MORET

(Sources : Charlie Hebdo, LGS et le livre de Maxime Vivas : « *Ouighours, l'horreur était dans nos médias* » où plusieurs pages (dont j'ai collé ici des extraits) sont consacrées à Charlie Hebdo.

Et voir :

<https://www.legrandsoir.info/le-fascisme-reviendra-sous-couvert-d-antifascisme-ou-de-charlie-hebdo-ca-depend.html>

Note

(1) Laure Daussy s'est contentée de citer une seule phrase de l'auteur, copiée sur Libération où elle était tronquée.

(2) La dessinatrice Coco a publié en 2019 avec Raphaël Enthoven (qui refuse de choisir entre Le Pen et Mélenchon) une BD, *Le Banquet*, 111 pages, 19,9 euros.

Ah, pourquoi eux ?

Jean Cabut



**Bernard Verlhac
dit Tignous**



Elsa Cayat



Stéphane Charbonnier



Bernard Maris



Philippe Honoré



Mustapha Ourrad



Michel Renaud



Georges Wolinski



Frédéric Boisseau



Franck Brinsolaro



Ahmed Merabet



URL de cet article 40100: <https://www.legrandsoir.info/dix-ans-apres-le-virage-otanien-de-charlie-hebdo-s-accentue.htm>

Fact-checking : de la censure à l'aveu d'échec ?



Creative commons

Alors que Zuckerberg vient d'annoncer la suppression de son service de fact-checking aux États-Unis, et que les médias européens paniquent des implications de cette décision pour leurs propres services, la médecin généraliste, Véronique Baudoux, rappelle sur X (Twitter) la schizophrénie, l'hypocrisie ou plus simplement la bêtise qu'ont engendrées les méthodes des fact-checkers, au détriment de ceux qui ont vraiment souffert de la campagne de vaccination et des effets secondaires du vaccin.

Le post twitter se résume ainsi : en novembre 2022 se tient au Sénat belge un colloque anti Fake-News au cours duquel le représentant de Méta explique que Facebook collabore avec les autorités pour supprimer les « fausses informations » concernant les vaccins Covid, la RTBf a, elle aussi, développé des partenariats avec des réseaux de fact-checking internationaux.

Au cours du colloque, il est expliqué que les plateformes de fact-checking peuvent agir directement sur les réseaux sociaux pour corriger les fausses informations, dont, par exemple, celle d'une femme qui partage une étude en disant qu'elle prouve le lien entre les vaccins et les myocardites.

Ce colloque faisait suite au rapport d'audition publié en octobre 2021 dans lequel on pouvait lire que Facebook / Instagram avait supprimé plus de 12 millions de messages dans le monde entier concernant les vaccins Covid entre mars et octobre 2020.

Aujourd'hui, la RTBf s'offusque de la décision de Zuckerberg de supprimer la modération sur Facebook. Mais Zuckerberg estime, lui, que le fact-checking avait participé à réduire la confiance plutôt qu'à l'améliorer. Pour la RTBf, la liberté d'expression en sort perdante, c'est une menace pour la démocratie et utilise une citation d'Hannah Arendt pour agiter le spectre du « passé révolu » en inverser les accusations de « manipulation d'opinion ».

Selon la RTBf, quand Facebook supprimait les informations concernant les effets secondaires des vaccins (dont les myocardites), ce n'était pas de la manipulation d'opinion et c'était simplement préférable pour la « démocratie ».

La médecin généraliste illustre alors son propos : « Lorsque j'ai essayé de partager le rapport du Sénat français confirmant lui aussi que Facebook avait "lutté contre la désinformation sur les RS", Facebook a supprimé mon commentaire en m'avertissant qu'il ne répondait pas aux "standards de la communauté". Facebook censurait donc les publications démontrant la censure de Facebook... CQFD »



Véronique Baudoux

.

10 janv. 2025

En réponse à @VBaudoux

10/n Lien vers l'article de la RTBf : <https://rtbf.be/article/elon-musk-mark-zuckerberg-et-la-liberte-cannibale-11486289>



Elon Musk, Mark Zuckerberg et la liberté cannibale

Véronique BAUDOUX

France-Soir
Publié le 10 janvier 2025

Un rédacteur en chef de la BBC pour le Moyen-Orient a collaboré avec la CIA et le Mossad

Un rédacteur en chef de la BBC était au cœur d'un scandale sur le parti pris systématique de la chaîne en faveur d'Israël. MintPress News a pu établir qu'il était en fait un ancien membre d'une unité de propagande de la CIA.

Raffi Berg est anglais et dirige le bureau de la BBC pour le Moyen-Orient. Mais il a aussi travaillé pour le Foreign Broadcast Information Service du département d'État étasunien. Il le reconnaît lui-même, cet organisme était une couverture de la CIA.

Berg fait actuellement l'objet de toutes les attentions après que treize employés de la BBC soient sortis du bois, affirmant notamment que son « travail consiste à édulcorer tout ce qui est trop critique à l'égard d'Israël » et qu'il détient un pouvoir « énorme » au sein du radiodiffuseur public britannique, qu'il existe une culture de « peur extrême » à la BBC concernant la publication de tout ce qui est critique à l'égard d'Israël et que Berg lui-même joue un rôle clé pour convertir la couverture de la BBC en « propagande systématique d'Israël ». La BBC a contesté ces accusations.

Notre homme de Londres

Berg s'est attiré l'attention du public en décembre après la publication par Drop Site News d'une enquête basée sur des entretiens avec 13 membres du personnel de la BBC. Ils le présentent comme un personnage dominateur, bloquant systématiquement toute couverture critique d'Israël et manipulant les articles pour les adapter à des récits pro-israéliens.

Le reportage de 9 000 mots, rédigé par le célèbre journaliste Owen Jones, est exhaustif et bien documenté. Mais il passe à côté d'un aspect important de l'histoire : les liens de Berg avec l'appareil de sécurité nationale des États-Unis. MintPress News peut maintenant le dévoiler.

Selon son profil LinkedIn, Berg a été employé du Foreign Broadcast Information Service (FBIS) du département d'État US trois ans avant de rejoindre la BBC. Le FBIS est aujourd'hui considéré dans le monde entier comme une couverture de la CIA, connu pour collecter des renseignements au profit de l'agence.

Comme l'indiquent les deux premières lignes de sa fiche Wikipédia :

« Le Foreign Broadcast Information Service (FBIS) était un service de renseignement à source ouverte de la Direction de la science et de la technologie de la Central Intelligence Agency. Il surveillait, traduisait et diffusait au sein du gouvernement américain des nouvelles et des informations librement accessibles provenant de sources médiatiques situées en dehors des États-Unis ».

En 2005, le FBIS a été intégré à la nouvelle Open Source Enterprise de la CIA.

Berg ne conteste pas qu'il était, en fait, un homme de la CIA. Ainsi, dans une interview accordée en 2020 au Jewish Telegraph, il s'était dit « absolument ravi » de travailler secrètement pour l'agence. Berg développe : « Un jour, on m'a mis à l'écart et on m'a dit : "Vous savez peut-être que nous faisons partie de la CIA, mais n'allez pas le raconter aux gens". »

Cette information ne l'a pas vraiment surpris, car le processus de candidature était extrêmement long et rigoureux. « Ils ont passé ma personnalité et mes antécédents au peigne fin, me demandant si j'avais déjà visité des pays communistes et, si c'était le cas, si j'avais noué des relations pendant mon séjour », explique Berg.

Collaborateur du Mossad

La CIA n'est cependant pas la seule organisation clandestine d'espionnage avec laquelle Berg collabore depuis longtemps. Il entretient également de fructueuses relations professionnelles avec le Mossad, la principale agence de renseignement israélienne.

En 2020, Berg a publié *Red Sea Spies : The True Story of Mossad's Fake Diving Resort*, un livre qui raconte l'histoire de l'opération israélienne visant à faire entrer clandestinement des Juifs éthiopiens en Israël.

Le fait que ce récit de 320 pages fasse l'apologie d'Israël et de ses espions n'est peut-être pas surprenant, compte tenu de l'importance de l'apport du Mossad dans sa rédaction.

Berg a déclaré avoir écrit le livre « en collaboration » avec le commandant du Mossad Dani Limor, sur lequel il s'est largement appuyé. Car, selon ses propres termes, il ne connaissait « pratiquement rien » de l'histoire et de son contexte avant de l'écrire.

Limor a ouvert de nombreuses portes et a pu lui obtenir « plus de 100 heures d'entretiens » avec des responsables de l'armée et des services de renseignement israéliens, y compris le chef du Mossad.

Limor et Berg sont devenus des amis très proches. En 2020, il a posté une photo de lui bras dessus bras dessous avec l'ex-commandant du Mossad. La première page de *Red Sea Spies* est simplement un éloge d'Efraim Halevy, ancien directeur du Mossad. Berg décrit par ailleurs cette organisation comme « le meilleur service de renseignement au monde »

Berg a fait une promotion agressive de son livre. Et il s'est réjoui à plusieurs reprises de l'intérêt que Benjamin Netanyahu lui a porté. En août 2020, par exemple, il a partagé une photo de Netanyahu à son bureau, devant un exemplaire du livre.

« *C'est la première fois que je suis sur la bibliothèque d'un Premier ministre. Je sais que j'ai un livre du Premier ministre israélien Netanyahu sur la mienne, mais wow !* », s'est-il exclamé, en taguant le Mossad, le parti israélien Likoud et les ambassades d'Israël au Royaume-Uni et aux États-Unis.

L'année suivante, il a envoyé un message au fils de Netanyahu, Yair, déclarant : « *Ton père a lu mon livre, Red Sea Spies : The True Story of the Mossad's Fake Diving Resort, et m'a envoyé une lettre adorable à ce sujet.* »

On peut voir cette lettre sur le mur du bureau de Berg dans ses nombreux messages et vidéos publics, encadrée et placée à côté de photos où il rencontre un commandant du Mossad et Mark Regev, l'ancien porte-parole du cabinet du Premier ministre israélien.

Berg ne se contente pas d'encadrer ces photos et ces documents pour les mettre en évidence dans son bureau. Il choisit également de les montrer ostensiblement lorsqu'il s'exprime publiquement. Y compris dans le cadre de ses fonctions professionnelles. Pour un rédacteur de la BBC chargé de couvrir le Moyen-Orient, c'est révélateur. Rappelons qu'en théorie, la BBC se présente comme un diffuseur impartial tant sur le Moyen-Orient que sur le reste du monde.

Mais pour Berg, il s'agit manifestement d'un comportement anodin. Même s'il lui revient de prendre des décisions sur la couverture de la situation israélo-palestinienne pour la BBC.

Imaginons l'inverse : un simple employé de la BBC partageant ouvertement des photos de lui sympathisant avec le commandant du Hamas, Yahya Sinwar ; ou affichant une lettre de félicitations de l'ayatollah iranien Khamenei... Il y aurait clairement eu de sérieuses répercussions.

En effet, la BBC a déjà suspendu six de ses reporters juste parce qu'ils avaient *liké* des tweets pro-palestiniens. Mais pour Berg, il semble que son plaidoyer pro-israélien ne pose aucun problème.

Un pro-israélien implacable

Bien sûr, on peut imaginer qu'une position pro-israélienne aide à gravir les échelons à la BBC. Ce média est connu depuis longtemps pour afficher un fort parti pris en faveur du pays et de ses intérêts.

Né et élevé en Angleterre, Berg s'est toujours intéressé de près à Israël, où il s'est installé pour suivre des études juives et israéliennes à l'Université hébraïque de Jérusalem. Il a travaillé au FBIS entre 1997 et 1998, puis a rejoint la BBC en 2001, où il a commencé comme rédacteur et producteur d'informations internationales.

L'un de ses premiers articles pour la BBC présentait l'armée israélienne et ses recrues comme de courageux protecteurs de la patrie et une « source de fierté nationale ». Les femmes en service symbolisaient une victoire pour l'égalité des sexes.

En 2009, au plus fort de l'opération « Plomb durci » – l'attaque israélienne contre Gaza qui a fait plus de 1 000 morts – Berg a assisté à une manifestation pro-israélienne dans le centre de Londres. Il a même critiqué le journal israélien *The Jerusalem Post* pour avoir rapporté que 5 000 personnes seulement s'étaient rendues à l'événement. Selon Berg, il y en avait trois fois plus. Par la suite, la BBC a modifié ses directives afin d'empêcher les employés de la rédaction d'assister à des manifestations controversées.

Au cours de l'opération « Plomb durci », il a été établi que l'armée israélienne avait ciblé et tué des civils sans discrimination, utilisé des Palestiniens comme boucliers humains et recouru à des armes chimiques interdites dans des zones civiles, notamment du phosphore blanc.

Trois ans plus tard, en novembre 2012, Israël a lancé l'opération « Pilier de défense », un assaut sanglant et très médiatisé contre Gaza qui a fait la une des journaux du monde entier. Alors qu'Israël bombardait la zone civile densément peuplée, Berg a lancé sa propre offensive en interne, demandant à ses collègues de la BBC de rédiger leurs articles de manière à ne pas blâmer ou « mettre indûment l'accent » sur Israël. Les courriels divulgués montrent qu'il a encouragé les journalistes à présenter l'attaque comme une opération « visant à mettre fin aux tirs de roquettes depuis Gaza », désignant ainsi le Hamas comme l'agresseur.

Un autre courriel de Berg demandait à ses collaborateurs de « se rappeler qu'Israël ne maintient pas de blocus autour de Gaza, l'Égypte contrôlant la frontière sud ». Très contestable, cette opinion n'est en tout cas pas par-

tagée par les Nations unies : ils ont déclaré qu'Israël était la puissance occupante qui assiégeait la bande de Gaza.

Des révélations extraordinaires

Peu après l'opération « Pilier de défense », Berg est promu à la tête du bureau de la BBC pour le Moyen-Orient. Ce poste lui confère une influence considérable sur la manière dont le média britannique présente la guerre actuelle d'Israël contre Gaza.

À ce titre, il a contribué à transformer la chaîne en « organe de propagande israélienne », selon un journaliste cité par Jones dans son enquête sur Drop Site. « *Tout le travail de ce type consiste à édulcorer tout ce qui est trop critique à l'égard d'Israël* », a déclaré un autre journaliste.



Révolte interne à la BBC au sujet de Gaza

Les employés de la BBC avec lesquels Jones s'est entretenu ont brossé le tableau d'un fanatique pro-israélien supprimant systématiquement tout contenu ou information susceptible de présenter Tel-Aviv sous un jour défavorable. De nombreux journalistes auraient tenté d'informer la direction de leurs problèmes avec Berg, mais leurs plaintes sont tombées dans l'oreille d'un sourd.

« *Presque tous les correspondants que vous connaissez ont un problème avec lui* », a déclaré un membre du personnel. « *Il a été cité dans de nombreuses réunions, mais [la direction] ignore le problème.* »

« *L'étendue de son pouvoir est incroyable* », a déclaré un autre journaliste à Jones, qui a expliqué que pratiquement chaque article ou séquence concernant Israël devait d'abord être approuvé par Berg, laissant même les autres rédacteurs en chef dans une « peur extrême » de commander quoi que ce soit sans son approbation.

Berg est soupçonné d'avoir apporté d'importantes modifications à des articles d'autres personnes avant leur publication, changeant le cadrage des événements d'actualité afin de protéger Israël de tout reproche. Un exemple de cette pratique est le blanchiment de l'attaque israélienne contre les funérailles de la journaliste américano-palestinienne Shireen Abu Akleh.

En mai 2022, des tireurs d'élite israéliens ont abattu cette journaliste d'Al Jazeera d'une balle dans la tête et ont tenté de travestir la vérité. Les forces israéliennes ont ensuite mené un raid contre les funérailles pu-

bliques, passant à tabac des personnes en deuil et tirant des bombes lacrymogènes sur le cortège. Manifestement rédigé par Berg lui-même, l'article de la BBC relatif à ces événements relate :

« Des violences ont éclaté à Jérusalem-Est lors des funérailles de la journaliste Shireen Abu Aqla, tuée au cours d'une opération militaire israélienne en Cisjordanie occupée. Son cercueil a été bousculé alors que la police israélienne et des Palestiniens s'affrontaient au moment où il quittait un hôpital de Jérusalem-Est ».

Ainsi, le meurtre d'Abu Akleh par les forces israéliennes a été réduit à un simple décès au cours d'une opération – sans qu'aucun auteur ne soit pointé. Et l'attaque de la police contre un cortège funèbre a été présentée comme un « affrontement » entre des factions rivales, se partageant sans doute les torts de façon égale.

Un exemple plus récent nous est rapporté par Jones à travers un article paru en juillet. Il concernait la mort de Muhammed Bhar. Des soldats israéliens avaient lâché un chien d'attaque sur ce Gazaoui gravement handicapé et l'avaient laissé se vider de son sang jusqu'à la mort. Sous la supervision de Berg, le titre original était : « La mort solitaire d'un homme de Gaza atteint du syndrome de Down ».

Ce n'est qu'après un gigantesque tollé mondial que la BBC a modifié son cadrage pour indiquer comment Bhar avait trouvé la mort. « *Il faut établir des limites morales. Et si cette histoire n'en est pas une, qu'est-ce qui l'est encore ?* » a commenté un journaliste de la BBC.

Depuis la publication de l'enquête, Berg est resté silencieux. Mais il a engagé un avocat spécialisé dans la dif-famation, Mark Lewis – qui se trouve être l'ancien directeur de U.K. Lawyers for Israel.

La BBC, quant à elle, a apporté un soutien sans équivoque à Berg et à son travail. Elle a rejeté toute sugges-tion de complaisance à l'égard d'Israël et affirme que l'article de Drop Site « *décrit de manière fondamentale-ment erronée le pouvoir et l'influence de Berg ainsi que le fonctionnement du réseau* ».

Un réseau mondial

Quelle que soit la véracité des allégations de Drop Site, le fait incontestable qu'un ancien collaborateur du département d'État US et de la CIA dirige la BBC pour sa couverture du Moyen-Orient est sans aucun doute d'intérêt public.

Cela donne un écho frappant aux accusations du journaliste Tareq Haddad. En 2019, il avait claqué la porte de Newsweek, affirmant que l'hebdomadaire l'empêchait systématiquement de couvrir des sujets impor-tants sur le Moyen-Orient si cela ne correspondait pas aux objectifs de la politique occidentale.

Mais ce qui est peut-être le plus frappant, c'est qu'il a affirmé que Newsweek employait un rédacteur en chef dont la seule tâche était apparemment d'examiner et de supprimer les articles « controversés », tout comme Berg. Ce rédacteur avait également des antécédents similaires avec le pouvoir d'État. Comme l'a souligné Haddad :

« Le gouvernement étasunien, dans une horrible alliance avec ceux qui profitent le plus de la guerre, a ses tenta-cules dans tous les médias – des imposteurs, liés au département d'État US, siègent dans les salles de rédaction du monde entier. Des rédacteurs en chef, sans liens apparents avec les membres de ce club, n'ont rien fait pour résis-ter. Ensemble, ils filtrent ce qui peut ou ne peut pas être rapporté. Les histoires gênantes sont complètement blo-quées ».

Contacté par MintPress News pour une réaction, Haddad a déclaré qu'il trouvait « stupéfiants » les liens entre la BBC, le département d'État et la CIA. Il ajoute : « *Lorsque j'ai démissionné de Newsweek, je l'ai fait parce que tous les reportages sur les affaires étrangères passaient par un rédacteur en chef particulier, qui, dans mon cas, s'est avéré être lié à l'European Council on Foreign Relations. Cela m'a empêché d'écrire la vérité sur un certain nombre de questions sensibles* ».

Médias affiliés à la CIA

Si d'anciens agents de la sécurité nationale étasunienne peuvent guider l'orientation de médias internatio-naux, les implications sont profondes. En effet, le département d'État et la CIA comptent parmi les institu-tions les plus notoirement malhonnêtes et perfides au monde, ils distillent régulièrement des mensonges et de fausses informations dans le discours public pour servir les ambitions de Washington.

Comme l'a déclaré Mike Pompeo, ancien directeur de la CIA et secrétaire d'État en 2019:

« Quand j'étais cadet, quelle était la devise des cadets à West Point ? Vous ne mentirez pas, ne tricherez pas, ne volerez pas et ne tolérerez pas ceux qui le font. Puis j'ai été directeur de la CIA. Nous mentions, nous trichions, nous volions. Nous avions des cours de formation entiers [sur] cela ! »

De plus, le département d'État et la CIA ont un long passif dans l'organisation d'invasions et de coups d'État contre des pays étrangers, dans le trafic de drogues et le trafic d'armes ainsi que dans l'exploitation d'un vaste réseau mondial de « sites secrets » où des milliers de personnes sont torturées.

Par ailleurs, la CIA tout particulièrement a une solide expérience dans l'infiltration des médias. Dans les an-nées 1970, le Comité Church a révélé l'existence de l'opération Mockingbird, un projet secret visant à infil-

trer les salles de rédaction de toute l'Amérique avec des agents secrets se faisant passer pour des journalistes.

Le travail du journaliste d'investigation Carl Bernstein a en outre révélé que l'agence avait entretenu un réseau de plus de 400 personnes qu'elle considérait comme des atouts, y compris le propriétaire du New York Times.

John Stockwell, ancien chef d'un groupe de travail de la CIA, a de son côté expliqué devant les caméras comment son organisation avait infiltré des services de presse partout dans le monde, créant de faux médias et de fausses agences de presse qui s'efforçaient de contrôler l'opinion publique mondiale et de diffuser de fausses informations diabolisant les ennemis de Washington. « *J'avais des propagandistes dans le monde entier* », a-t-il admis, avant d'ajouter :

« *Nous avons diffusé des dizaines d'histoires sur les atrocités commises par les Cubains, sur les violeurs cubains [dans les médias]... Nous avons publié des photographies [truquées] qui ont fait la une de presque tous les journaux du pays... Nous n'avons pas connaissance d'une seule atrocité commise par les Cubains. Il s'agissait d'une propagande pure, brute et mensongère visant à créer l'illusion de communistes mangeant des bébés au petit-déjeuner* ».

Ce processus se poursuit encore aujourd'hui, alors que la CIA continue de promouvoir des histoires douteuses sur le soi-disant syndrome de La Havane et sur la Russie qui offrirait des primes aux soldats US en Afghanistan.

Les chaînes câblées emploient régulièrement un large éventail d'anciens fonctionnaires du département d'État ou de la CIA en tant que personnalités et experts de confiance. L'ancien directeur de la CIA, John Brennan, est employé par NBC News et MSNBC, tandis que son prédécesseur, Michael Hayden, est présent sur CNN. Des présentateurs de premier plan comme Anderson Cooper et Tucker Carlson ont leurs propres liens avec l'agence.

Par ailleurs, en 2015, Dawn Scalici, 33 ans d'expérience au sein de la CIA, a quitté son poste de responsable du renseignement national pour l'hémisphère occidental qu'elle occupait auprès du directeur du renseignement national pour devenir directrice des affaires mondiales de l'agence d'information Reuters. Le fait qu'il s'agissait d'une embauche politique a été à peine caché ; dans le communiqué officiel sur l'embauche de Scalici, l'agence de presse a déclaré que sa principale responsabilité serait de « *faire progresser la capacité de Thomson Reuters à répondre aux besoins disparates du gouvernement américain* ».

Les réseaux sociaux regorgent eux aussi d'anciens agents de la sécurité nationale étasunienne. Une précédente enquête de MintPress News a mis au jour un réseau de dizaines d'anciens fonctionnaires de la CIA travaillant chez Google. La plupart de ces personnes occupent des postes très sensibles sur le plan politique, comme la sécurité, la confiance et la sûreté, ce qui leur permet de contrôler les algorithmes qui décident des contenus qui sont vus et de ceux qui sont supprimés dans le monde entier.

Certains ont même été directement recrutés par la CIA qu'ils ont quittée pour rejoindre le géant de la Silicon Valley.

Facebook est en concurrence avec Google pour le titre d'employeur du plus grand nombre d'anciens agents de la CIA. Il y a notamment Aaron Berman. Il est responsable principal de la politique de l'entreprise en matière de désinformation. Autrement dit, c'est lui qui a le plus le pouvoir de décider ce que le monde voit – ou ne voit pas – dans ses fils d'actualité. Il a été directement parachuté de Langley, Virginie.

Berman était l'un des plus hauts responsables de la CIA. Il rédigeait les briefings quotidiens des présidents Barack Obama et Donald Trump jusqu'en juillet 2019, date à laquelle il est passé des grands renseignements à la grande technologie.

Par ailleurs, depuis qu'elle est devenue la cible de l'ire de Washington, TikTok s'est lancée dans une frénésie d'embauches, recrutant un grand nombre de fonctionnaires du département d'État US pour gérer ses affaires internes. Par exemple, la responsable de la politique publique en matière de données pour l'Europe est Jade Nester. Elle officiait auparavant comme directrice de la politique publique en matière d'internet au département d'État. Ces liens ont été explorés dans une enquête de MintPress : « *TikTok : Le "cheval de Troie" chinois est géré par des fonctionnaires du département d'État* ».

Encourager le génocide

Ces dernières années, Washington a montré un intérêt considérable dans l'influence de la presse britannique. La National Endowment for Democracy – une autre branche officieuse de la CIA – a dépensé des millions de dollars pour financer un large éventail de médias au Royaume-Uni. L'USAID, l'organisation sœur de la NED, est le troisième bailleur de fonds de BBC Media Action, la branche caritative de la société, avec un don annuel de plus de 2 millions de dollars.



Zone d'exclusion intellectuelle : La censure en ligne de la dissidence devient la nouvelle norme. (Alan Macleod)

La BBC elle-même a fait l'objet d'accusations répétées de partialité pro-israélienne, non seulement de la part du public, mais aussi en interne. Son siège est souvent le point de départ ou d'arrivée de nombreuses manifestations pro-palesti-

niennes, dont un prochain rassemblement national prévu à Londres le 18 janvier.

En novembre, plus de 100 employés de la BBC ont signé une lettre ouverte adressée au directeur général de la société, Tim Davie, et à la directrice générale, Deborah Turness. La lettre reproche à la société de fournir constamment une « couverture favorable à Israël », de ne pas respecter les « principes journalistiques de base » lorsqu'elle couvre la guerre contre Gaza, et de contribuer à « déshumaniser systématiquement les Palestiniens ».

Haddad a reconnu qu'une grande partie de la couverture de la chaîne avait été médiocre, déclarant à Mint-Press : « *La BBC, bien sûr, comme beaucoup d'institutions, n'a pas été à la hauteur de sa mission en documentant ce qu'Israël a fait dans une bande de terre densément peuplée que nous appelons Gaza au cours des 14 derniers mois et avant* ».

C'est en partie pour cette raison que la confiance du public dans le radiodiffuseur est tombée à un niveau historiquement bas. En juillet 2023, seuls 38 % des Britanniques déclaraient faire confiance à la BBC pour dire la vérité, alors qu'ils étaient 81 % 20 ans plus tôt. Depuis le 7 octobre, les partis pris de la BBC ont été soumis à un examen encore plus minutieux.

Selon Haddad, il est de plus en plus difficile d'ignorer les actions d'Israël. Officiellement, le bilan de l'attaque israélienne contre Gaza s'élève à près de 50 000 morts, bien que des estimations crédibles fassent état d'un chiffre bien plus élevé. Des organisations internationales, telles que les Nations unies et Amnesty International, ont qualifié l'attaque de « génocidaire ».

Israël ne pourrait pas poursuivre son attaque sans le soutien militaire, logistique, économique et politique des puissances occidentales. Il est donc vital pour Washington, Londres et l'Union européenne que l'opinion publique ne tourne pas trop en faveur de la Palestine au point qu'une rébellion publique généralisée force un changement de politique.

La BBC, avec sa couverture profondément trompeuse et partielle des événements, joue donc un rôle important dans la perpétuation des crimes contre l'humanité. Le fait qu'elle soit dirigée de haut en bas par des rédacteurs ouvertement pro-israéliens, dont l'un a travaillé pour le département d'État et à la CIA, n'est peut-être pas surprenant. Ça n'en est pas moins choquant.

Pour être clair, cet article ne prétend pas que Berg ou quiconque à la BBC est un menteur. Il ne l'accuse pas non plus d'avoir commis des actes répréhensibles spécifiques, au-delà du fait qu'il travaille pour une chaîne manifestement partielle. Ce que nous soulignons, c'est qu'il est révélateur que la personne en charge des reportages sur le Moyen-Orient ait des photos et des lettres encadrées de commandants du Mossad et de hauts fonctionnaires israéliens sur son mur, comme s'ils étaient des stars du rock et qu'il en était un fan adolescent.

Le fait qu'une telle personne ait pu gravir les échelons est une indication claire du type de culture qui existe au sein de la BBC – une culture qui a systématiquement diabolisé les Palestiniens et fabriqué un consentement au génocide.

Alan MACLEOD

Source originale: Mint Press. Traduit de l'anglais par GL pour Investig'Action

Révolte interne à la BBC au sujet de Gaza

La BBC fait face à une révolte interne concernant sa couverture de la guerre d'Israël contre Gaza. Des journalistes accusent le média de partialité structurelle et de manipulation.

Note de la rédaction :

La version néerlandophone de cet article a été censurée par Facebook. Les informations sur la censure sont, à leur tour, censurées...



Traduction : Nous avons supprimé votre publication. Pourquoi cela s'est-il produit ? Il semble que vous ayez tenté, de manière trompeuse, d'obtenir des mentions « J'aime », des abonnés, des partages ou des vues de vidéos.

Les médias grand public se rendent rarement coupables de mensonges médiatiques flagrants, mais cela arrive parfois. Pensez à la fosse commune de Timișoara, aux bébés en couveuse au Koweït ou aux armes de destruction massive en Irak. (Pour plus d'explications sur ces mensonges flagrants, voir l'annexe à la fin de cet article.)

La distorsion de la réalité se fait généralement de manière plus subtile, par le biais de cadrages, de silences ou d'événements minimisés, d'omissions du contexte, du choix des experts, d'exagération des faits, de titres trompeurs, de photos suggestives, etc.

Dans la plupart des cas, cette distorsion de la réalité ne provient pas des journalistes eux-mêmes, mais est initiée et orchestrée par leurs rédacteurs en chef. Ces derniers, à leur tour, sont soumis à la pression des magnats des médias commerciaux. Dans le cas des médias publics, ils sont sous tutelle et contrôle politique. Un autre filtre qui influence la couverture médiatique vient des annonceurs. Les informations contraires à leurs attentes en matière de profit sont autant que possible écartées.

Pour que les journalistes restent dans le rang, trois mécanismes sont en place. Tout d'abord, on s'assure que leur idéologie correspond plus ou moins à celle de la rédaction en chef et de l'employeur. Cela n'est pas toujours évident à l'embauche, mais peut devenir déterminant au fil du temps pour les opportunités de carrière.

Ensuite, pour préserver leur poste et leur carrière, les journalistes se conforment aux pressions rédactionnelles en pratiquant l'autocensure.

Enfin, si ces deux mécanismes ne suffisent pas, les rédacteurs en chef modifient lors de la relecture les éléments « perturbateurs » ou suppriment certaines parties. Dans le pire des cas, des articles ou des reportages entiers ne sont pas publiés.

La BBC et Gaza

Lors de sujets mineurs ou politiquement neutres, les interventions rédactionnelles sont généralement inutiles. Mais pour les événements politiquement sensibles, la couverture est souvent biaisée ou manipulée. Cela a été particulièrement vrai ces quinze derniers mois avec le génocide à Gaza.

Habituellement, nous ne savons pas, en tant qu'extérieurs, comment la couverture est manipulée et orientée. Il n'y a pas de véritable interdiction de parole, mais un journaliste isolé qui brise le silence risque sa carrière.

Ce n'est que lorsque la situation devient intenable et qu'un groupe de journalistes exprime publiquement ses griefs que l'on perçoit une partie de cette pression invisible mais omniprésente. Ces derniers mois, cela a été le cas avec la couverture par la BBC de la guerre contre Gaza.

En novembre 2024, plus de 100 journalistes de la chaîne publique ont signé une lettre ouverte appelant à une couverture plus honnête et précise.

Ils accusent la BBC de partialité systématique, mettant en avant les récits israéliens, minimisant les victimes palestiniennes et ne reflétant pas l'asymétrie du conflit.

Les critiques se concentrent principalement sur la section d'information en ligne, qui joue un rôle clé dans la manière dont des millions de personnes à travers le monde interprètent la situation à Gaza.

Partialité structurelle

Le mécontentement des journalistes résulte de frustrations accumulées sur plusieurs années. De nombreux employés affirment que la couverture sur Israël et la Palestine est structurellement influencée par des cadres supérieurs, en particulier Raffi Berg, responsable de la rédaction en ligne pour le Moyen-Orient.

Berg est accusé de modifier des articles et des titres pour atténuer les critiques à l'égard d'Israël. Les plaintes des journalistes sur son influence seraient systématiquement ignorées par la direction.

Ils ont proposé de mentionner explicitement qu'Israël interdit l'accès à Gaza aux journalistes étrangers, de mieux souligner la responsabilité d'Israël et d'assurer une représentation proportionnelle des experts en droits humains et crimes de guerre.

Ces demandes ont été largement ignorées, alimentant davantage la frustration des employés.

Incidents

Certains incidents ont exacerbé les tensions internes. En décembre 2024, Amnesty International a publié un rapport accusant Israël de génocide à Gaza. Les journalistes ont critiqué la BBC pour le traitement minimal et tardif de ce rapport.

Alors que d'autres médias en ont fait un sujet principal, le rapport n'a été mentionné sur le site de la BBC que 12 heures après sa publication et seulement en septième position sur la page d'accueil. Il était initialement absent de la section spéciale « Guerre Israël-Gaza », entraînant une audience bien moindre.

Un autre cas très discuté concernait la couverture de Muhammed Bhar, un Palestinien atteint du syndrome de Down, attaqué par un chien militaire israélien et laissé pour mort.

Le titre original, « La mort solitaire d'un homme de Gaza atteint du syndrome de Down », a été critiqué pour ne pas rendre clairement Israël responsable. Après des pressions publiques et internes, le titre a été modifié, mais la responsabilité de l'armée israélienne est restée insuffisamment mentionnée.

Le rôle de la direction

Raffi Berg est vu comme un problème central. Il aurait une influence disproportionnée sur la ligne éditoriale, modifiant les articles pour favoriser Israël et affaiblir les revendications palestiniennes.

La direction est accusée d'ignorer ces préoccupations. Malgré plusieurs « séances d'écoute » où les journalistes ont exprimé leurs critiques, peu ou rien n'a été fait pour remédier à la situation.

Inégalité dans la couverture

Une analyse de données de plus de 2 900 articles et titres sur le site de la BBC montre que les victimes palestiniennes sont décrites de manière moins humaine et émotionnelle que les victimes israéliennes.

Des termes comme « massacre » et « atrocité » sont utilisés de manière disproportionnée pour des actions palestiniennes plutôt que pour des opérations militaires israéliennes. Seuls 27 % des cas où des Palestiniens meurent mentionnent explicitement le responsable dans le titre, contre 43 % pour les victimes israéliennes.

Dans la couverture de l'Ukraine, les crimes russes sont explicitement nommés, ce qui montre, selon les employés, que la BBC est réticente à critiquer Israël. Ce schéma renforce le sentiment que l'organisation ménage le gouvernement israélien.

Réactions de la BBC

La BBC a rejeté ces accusations, affirmant qu'elle respecte des lignes directrices strictes sur l'impartialité. Dans une déclaration, la BBC a souligné : « Nous rapportons sans crainte ni préférence ».

Bien que des erreurs soient reconnues et corrigées, de nombreux journalistes estiment que des lacunes cruciales persistent et que les corrections arrivent souvent trop tard. Ils jugent que la couverture actuelle ne respecte pas les normes journalistiques que la BBC affirme défendre.

Comme l'a dit un journaliste : « Si ce n'est pas le moment de prendre une position morale, alors quand ? »

* * *

Les manipulations dans la couverture médiatique de la BBC et les pressions exercées par la direction ont été révélées grâce au courage des journalistes de cette chaîne, qui ont décidé de ne plus se taire. La pression exercée par les rédactions ne sera peut-être pas aussi forte partout, mais on peut supposer qu'elle existe dans tous les médias traditionnels et qu'elle influence leur manière de rapporter l'information.

Aujourd'hui, plus que jamais, les médias traditionnels sont des entreprises avec d'importants intérêts commerciaux et un impact politique considérable. La couverture médiatique – et le cadrage de celle-ci – in-

fluence profondément la compréhension des citoyens, les décisions des électeurs et les comportements des consommateurs. Il y a donc beaucoup en jeu.

Les manipulations au sein de la BBC montrent comment l'establishment s'efforce de structurer et d'orienter la couverture médiatique vers une vision favorable ou, à tout le moins, inoffensive pour ses intérêts. Cela souligne, une fois de plus, l'importance des médias alternatifs comme *Investig'Action*.

Annexe : Mensonges médiatiques

Fosse commune de Timișoara

Dans le sillage de la chute du mur de Berlin, de vastes manifestations éclatèrent en décembre 1989 à Timișoara, une ville de l'ouest de la Roumanie. Pendant les jours chaotiques qui suivirent, des informations émergèrent affirmant la découverte d'une fosse commune à Timișoara, contenant des centaines de corps supposément enterrés.

Les médias internationaux rapportèrent largement cette prétendue preuve de meurtres systématiques par le régime. La nouvelle de cette fosse commune amplifia la colère contre le dirigeant Ceaușescu, tant en Roumanie qu'à l'international. À la suite de ce « scandale », des voix s'élevèrent en Occident pour envisager une intervention militaire.

Il s'avéra par la suite qu'il s'agissait d'une mise en scène. Les corps provenaient d'un mortuaire et n'avaient aucun lien avec les manifestations.

Les bébés en couveuse au Koweït

En 1990, l'Irak sous Saddam Hussein envahit le Koweït. Les États-Unis formèrent une coalition militaire pour intervenir au Koweït et repousser l'armée irakienne. Dans la préparation de cette intervention, une adolescente de 15 ans témoigna devant le Congrès américain.

Elle affirma avoir travaillé dans un hôpital au Koweït et avoir vu de ses propres yeux des soldats irakiens retirer des bébés des couveuses et les laisser mourir sur le sol froid.

Ce témoignage fut largement relayé par les médias internationaux et devint un symbole des atrocités de Saddam Hussein. Cette histoire joua un rôle crucial pour obtenir le soutien du public à l'invasion militaire planifiée.

Après la guerre, il fut révélé que cette histoire des bébés en couveuse était une fabrication. La jeune fille était la fille de l'ambassadeur du Koweït aux États-Unis. Son témoignage avait été soigneusement orchestré par Hill & Knowlton, une grande agence américaine de relations publiques engagée par le gouvernement koweïtien pour obtenir un soutien à l'intervention militaire.

Les armes de destruction massive en Irak

Dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme », les États-Unis voulaient envahir l'Irak et procéder à un changement de régime. Pour légitimer cette attaque, le président américain George W. Bush et le Premier ministre britannique Tony Blair affirmèrent que l'Irak possédait des armes chimiques, biologiques et potentiellement nucléaires.

Ils déclarèrent que le dirigeant irakien Saddam Hussein était un dictateur dangereux qui pourrait transmettre ces armes à des groupes terroristes, comme Al-Qaïda, et qu'il représentait donc une menace pour le monde entier.

Ces affirmations furent reprises et relayées par les médias grand public. Par la suite, il fut prouvé que les renseignements et les prétendues « preuves » sur lesquels les États-Unis et le Royaume-Uni avaient fondé leurs arguments étaient non fiables, mal interprétés ou manipulés. L'administration Bush avait délibérément fait des déclarations trompeuses sur cette menace supposée.

Marc VANDEPITTE
27 décembre 2024

Références : The BBC's Civil War Over Gaza

Source: de wereld morgen

Photo : Foto: Alexander Svensson, Wikimedia Commons / CC BY 2.0 & Daboost, Sezer Ozger via Canva Team

Le Canard enchaîné perd son procès contre un syndicaliste CGT

Le Canard enchaîné

Dans l'affaire qui oppose Christophe Nobili, journaliste au Canard Enchaîné et délégué syndical SNJ-CGT, à ses anciens dirigeants, Michel Gaillard et Nicolas Brimo, ces derniers viennent de perdre une nouvelle occasion de se taire, après avoir échoué à quatre reprises à obtenir son licenciement.

Le 20 décembre 2024, ils ont perdu le procès en référé qu'ils avaient intenté devant le tribunal judiciaire de Paris pour... « atteinte à la présomption d'innocence ». Ne reculant décidément devant rien, ces ex-patrons de presse avaient attaqué le lanceur d'alerte Christophe Nobili pour une interview mise en ligne le 24 avril 2024 sur le média Blast, dans laquelle il revenait sur l'affaire d'emploi fictif qu'il a découverte au Canard Enchaîné, et pour laquelle il a porté plainte.

En toute confraternité, le duo Gaillard-Brimo avait également attaqué le média Blast, fondé et dirigé par Denis Robert. Peine perdue...

Toujours actionnaires du Canard Enchaîné et toujours soutenus par la nouvelle direction de l'hebdomadaire qu'ils ont eux-mêmes installée, Michel Gaillard et Nicolas Brimo poursuivent leur stratégie de guéguerre procédurale et de harcèlement judiciaire à l'encontre de Christophe Nobili, pour faire oublier l'essentiel : en juillet 2025, ils ont rendez-vous devant le tribunal correctionnel de Paris pour y répondre – avec leur vieil ami André Escaro et sa compagne Edith Vandendaele

– d'abus de biens sociaux à des fins personnelles, de faux et usage de faux, de délivrance d'attestation inexacte pour permettre l'obtention d'une carte de presse, mais aussi de fausse déclaration à des organismes sociaux.

Après avoir utilisé l'argument de la santé d'André Escaro, 95 ans, pour obtenir le renvoi de ce procès à l'été prochain, tous les moyens sont bons et toutes les tentatives de diversion sont bonnes ! Mais les journalistes Gaillard et Brimo devraient le savoir mieux que personne : les faits sont têtus.

Dans son jugement du 20 décembre, le tribunal judiciaire de Paris met en avant la qualité de lanceur d'alerte de Christophe Nobili et sa bonne foi. Pire, il redonne un cours d'école de journalisme aux deux ex-patrons du Canard sur la... « liberté d'expression », un principe fondateur de notre métier qu'ils semblent avoir oublié. Le 14 février prochain, un autre jugement sera rendu, cette fois, par le conseil des Prud'hommes, que Christophe Nobili a saisi pour « harcèlement ».

Le SNJ-CGT continue de soutenir la liberté d'expression et l'action de son délégué syndical. Ce dernier est à l'origine de la toute première section syndicale (23 adhérents), des premières élections du personnel et du premier CSE dans l'histoire du Canard Enchaîné. Et ça, les patrons de l'hebdomadaire satirique ne sont pas près de le lui pardonner.

Montreuil, le 9 janvier 2025.

Complément par le Grand Soir

« Blast, Denis Robert, chasseurs de syndicalistes à leurs heures »

Le 28 septembre 2023, le Syndicat national des journalistes (SNJ) a publié un communiqué : « Chez Blast, la chasse aux syndicalistes est-elle ouverte ? ». Le SNJ déplore qu'« une procédure de licenciement soit engagée à l'encontre de son représentant élu par la section syndicale ». Surprise ? Non car « Cet événement s'inscrit dans un long historique d'entrave et d'intimidation... » Et le SNJ de condamner « avec la plus grande fermeté cette atteinte au droit syndical et cette répression qui s'accorde mal avec l'image de "média de gauche" engagé, dont le site d'information se revendique. Tout en empruntant aux capitalistes les pires méthodes qu'il dénonce. » La dernière phrase dit tout » (Extrait de « Ouïghours, l'horreur était dans nos médias » (éditions Delga, 2024) où Maxime Vivas répond à une attaque de Blast insinuant qu'il est un agent chinois).

SNJ-CGT (AVEC UN COMPLÉMENT PAR LGS)

URL de cet article 40106: <https://www.legrandsoir.info/le-canard-enchaîne-perd-son-proces-contre-un-syndicaliste-cgt.html>